

## V. LE REVENU ET LA DEMANDE DES ENTREPRISES

### 1. Le revenu des entreprises

En 1982, le pouvoir d'achat de l'excédent brut d'exploitation des SQS-EI, déflaté par le prix de la demande augmenterait en moyenne de 4.5 % après avoir baissé de 2.6 % en 1981.

Evolution annuelle moyenne du pouvoir d'achat\* du revenu des SQS-EI en 1981 et 1982

	1981		1982		Valeur en 1981
	en mds de francs 1981	en %	en mds de francs 1981	en %	
Valeur ajoutée marchande .....	- 30	- 1.4	71	3.3	2174
Subventions d'exploitation ..	8	12.3	4	6.2	65
Masse salariale brute .....	4	0.4	9	1.0	931
Cotisations employeurs .....	- 1	- 0.3	19	5.6	342
Impôts indirects .....	- 4	- 2.5	6	3.7	162
Excédent brut d'exploitation	- 21	- 2.6	41	5.1	804
dont EBEI .....	- 1		5		424
Revenu de la propriété .....	13	7.8	13	7.8	167
Impôts directs .....	1	1.7	- 3	- 5.1	59
Divers .....	4				3
Epargne brute ** .....	- 38	- 25.2	26	17.2	151
Excédent brut/valeur ajoutée		37.0		37.5	
Epargne brute/valeur ajoutée**		9.4		10.3	
Taux autofinancement ** .....		50.6		56.8	
Déflateur : prix de la demande		12.5		12.5	

\* Ce pouvoir d'achat est mesuré au prix de la demande totale

Un signe - placé devant un chiffre signifie que le pouvoir d'achat du poste a baissé.

\*\* Ces taux ne concernent que les SQS

En 1981, cette baisse qui représente 21 milliards de francs 1981, s'explique presque intégralement par celle de la valeur ajoutée (30 milliards de francs 1981) à laquelle s'ajoute une hausse de 4 milliards de la masse salariale (hausse du SMIC).

La baisse des cotisations employeurs (1 milliard de francs 1981) et des impôts indirects (4 milliards de francs 1981) compensent partiellement cette chute des résultats. Les charges d'intérêt augmentent très fortement en liaison avec les taux ; au total l'épargne brute baisse de 38 milliards de francs 1981 soit une baisse voisine de 25 %. Compte tenu de la hausse des prix, la valeur de l'épargne chute comme la valeur ajoutée de l'ordre de 10 % justifiant une baisse du taux d'épargne de 2 points (9.4 contre 11.4 % en 1980). Le taux d'autofinancement est proche de 50 %.

En 1982 la valeur ajoutée augmente fortement (71 milliards) ; la hausse du pouvoir d'achat de l'excédent brut d'exploitation des SQS-EI (41 milliards de francs 1981) lui est actuellement inférieure. Les subventions d'exploitation augmentent pourtant de 4 milliards mais toutes les charges d'exploitation s'alourdissent (34 milliards). C'est la progression des cotisations employeurs (19 milliards) qui à elle seule explique plus de la moitié de la progression de ces charges, la masse salariale (9 milliards) et celle des impôts indirects (6 milliards) connaissant malgré tout une progression importante.

Le supplément de cotisations sociales à la charge des employeurs résulte essentiellement, outre un petit effet de la croissance de la masse salariale, de l'augmentation de 3.5 points d'assurance maladie en novembre 1981, du relèvement du plafond en juillet 1982 et de l'hypothèse du relèvement d'1 point de cotisations UNEDIC en juillet 1982.

L'augmentation de la masse salariale (9 milliards) résulte de celle des salaires et en particulier du SMIC (5 milliards) tandis que les conséquences de la réduction de la durée du travail sur la masse salariale resteraient limitées (0.6 milliard). Les 6 milliards supplémentaires d'impôts indirects rendent essentiellement compte de la croissance de la production car les mesures nouvelles concernant l'impôt indirect ont globalement un effet nul (+ 4 milliards supplémentaires de TIPP, - 4 milliards de taxe professionnelle).

Au total l'épargne brute augmente de 26 milliards de francs 1981 soit 17 %. La progression de l'épargne en valeur serait ainsi voisine (pour une progression de la valeur ajoutée de 17 %) de 30 %. Le taux d'épargne augmenterait de 1 point et atteindrait 10,3 %. Le taux d'autofinancement avoisinerait les 57 %.

Evolution trimestrielle de la masse salariale brute dans les SQS-EI en %

	1982				Glissement 1982
	1	2	3	4	
Effectif .....	0.1	- 0.1	0.1	0.3	0.4
Durée .....	- 1.2	- 1.2	-	-	- 2.4
Taux de salaire horaire .....	1.7	1.1	0.4	0.7	3.9
Masse salariale brute .....	0.6	- 0.2	0.5	1.0	1.9

Cette amélioration de la situation des entreprises constatée en moyenne annuelle commence dès le premier trimestre 1982. C'est même au premier trimestre, en raison de la progression alors modérée de la masse salariale (réduction de la durée du travail) et de la baisse des impôts indirects (après un quatrième trimestre 1981 où ils avaient beaucoup augmenté) que devrait se situer la plus forte amélioration. Ensuite la progression des impôts indirects et de la masse salariale limiterait le redressement.

Evolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu des SQS-EI en 1982 en %

	1982				Glissement 1982
	1	2	3	4	
Valeur ajoutée .....	0.5	1.1	1.2	1.4	4.3
Subvention d'exploitation .....					6.2
Masse salariale brute .....	0.1	0.7	0.6	1.3	2.7
Cotisations sociales .....	3.9	2.1	2.6	1.5	10.4
Impôts liés à la prod. ....	- 5.7	- 1.9	- 0.1	1.2	- 6.4
Excédent d'exploitation .....	2.7	1.6	0.3	1.3	6.0
Revenus de la propriété .....	1.6	2.6	1.7	2.1	8.3
Impôts sur les sociétés .....	- 9.3	- 5.5	- 4.1	- 3.6	- 20.7
Epargne brute .....	10.2	9.6	1.9	4.7	28.9
Excédent brut/valeur ajoutée .....	37.5	37.7	37.4	37.4	
Epargne/valeur ajoutée .....	9.6	10.4	10.5	10.8	
Taux autofinancement .....	52.9	57.4	57.9	58.9	
Déflateur prix de la demande .....	3.1	2.3	3.1	2.5	11.5

## 2. La demande des entreprises

### L'investissement

L'année 1981 a été marquée par une réduction de l'investissement : - 3.5 % pour la FBCE des SQS-EI selon la comptabilité nationale. L'investissement, après avoir décliné aux trois premiers trimestres se redresse au quatrième, mais les dernières statistiques disponibles indiquent que le mouvement ne se poursuit pas au premier semestre 1982 : l'en-

quête bimestrielle sur le commerce de gros indique, depuis le début de l'année, une chute du volume des ventes de biens d'équipement et des commandes à passer. La production de biens d'équipement stagne alors que les carnets de commandes sont dégarnis. Le volume des importations de biens d'équipement professionnel baisse de 7.2 % au premier trimestre 1982.

Dans l'industrie, les dernières enquêtes de conjoncture indiquent une stabilisation de la demande et les perspectives générales de production baissent de nouveau au premier trimestre 1982. Les situations financières des entreprises restant très dégradées, les industriels hésitent à investir d'autant plus que les goulots de production liés à l'équipement sont très faibles (7 % des entreprises), au même niveau depuis un an ; le pourcentage d'industriels jugeant leur capacité plus que suffisante est aussi élevé qu'en 1975. La petite reprise de la demande attendue au deuxième semestre, en particulier de la demande extérieure, pourrait modifier ces anticipations et entraîner une relance de l'investissement industriel. Cette relance sera alors soutenue par les aides à l'investissement annoncées par les Pouvoirs Publics, directement sous forme de prêts bonifiés, indirectement par les mesures de réduction des charges des entreprises. Elle sera sans doute progressive car les marges de capacité disponibles avec embauche restent importantes, malgré la faiblesse de l'investissement en 1981.

En moyenne, sur l'année 1982, l'investissement industriel se situerait quelques points au dessous de son niveau moyen de 1981. Le volume de l'investissement industriel en décroissance pratiquement ininterrompue depuis près de dix ans se situerait encore plus de 10 % en dessous des niveaux des années 1972-1973. Les prévisions pour 1982 formulées à l'enquête sur l'investissement restent pessimistes : elles indiquent une hausse de 5 % en valeur et une hausse des prix aussi forte qu'en 1981 (+ 13 %) soit une baisse de 7 % en volume, mais ces prévisions ont été faites en mars, avant l'annonce des mesures gouvernementales d'aides aux entreprises. La baisse concernerait surtout les secteurs de biens intermédiaires, de biens de consommation courante, alors que dans ce dernier secteur, les marges de capacité disponibles avec embauche sont relativement faibles. Elle serait limitée dans les biens d'équipement. Seuls quelques secteurs maintiennent des prévisions stables en volume par rapport à 1981, correspondant principalement à des investissements de modernisation : construction navale et aéronautique, construction électrique, transformation des métaux, sidérurgie. On sait par ailleurs que des révisions interviennent sur les plans d'investissement en cours d'année, par exemple, la baisse constatée à l'enquête de mars pour 1981 est de 9 % contre 12 % prévue à l'enquête précédente de novembre.

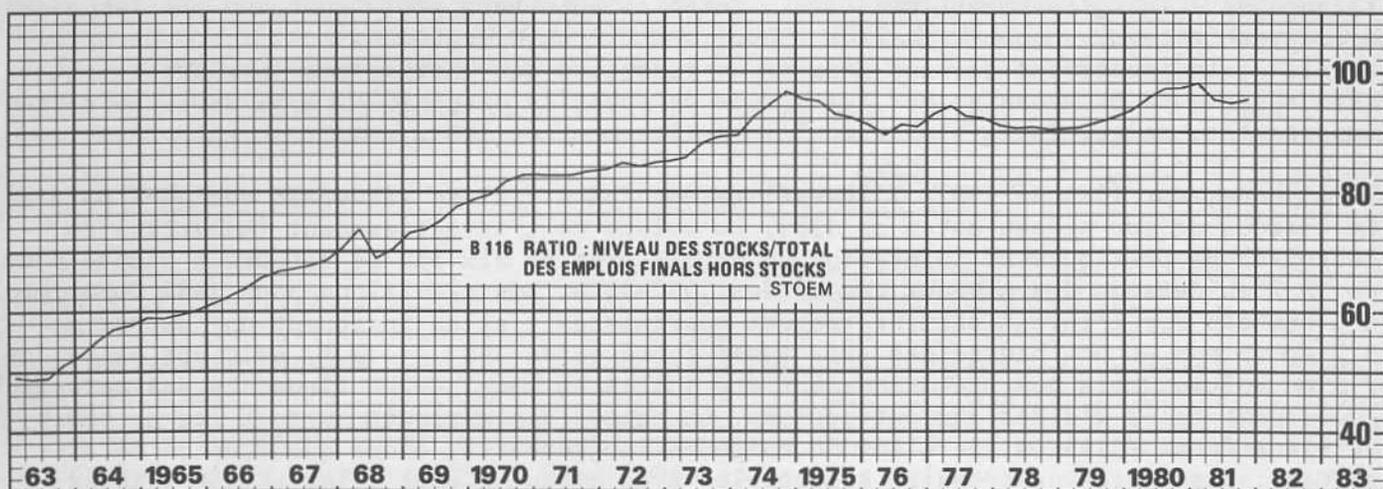
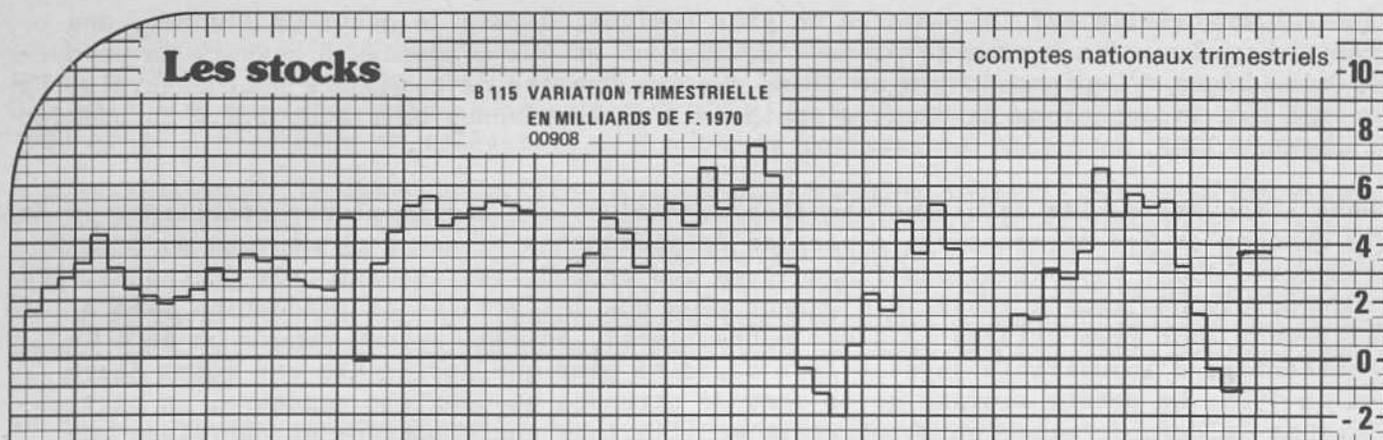
L'investissement des GEN devrait de nouveau progresser en 1982 après le recul de 1981, sans retrouver les taux de croissance des années antérieures (+ 15,5 % en valeur). Ils stagnerait dans les P.T.T. et les transports et progresserait pour E.D.F. et les Charbonnages.

Dans les autres secteurs, les variations de l'investissement seraient modérées : dans l'agriculture, on remarque une faible augmentation des mises en chantier et des autorisations de construction de bâtiments agricoles, mais le niveau des ventes des grossistes en matériel agricole baisse. Les revenus des agriculteurs ayant encore légèrement décliné en 1981, leurs investissements devraient stagner en 1982.

Dans le tertiaire marchand, les autorisations de construction montrent que l'investissement en locaux commerciaux et bureaux reste sur une pente ascendante. Les ventes en gros de biens d'équipement destinés aux commerces et services se sont repliées après la poussée de la fin 1981 et les intentions de commandes sont moyennes. Les intentions d'investissement des grossistes restent stables. Au total, la progression des investissements de ce secteur serait assez faible.

Pour le logement, la reprise des programmes de construction d'H.L.M. devrait conduire à une augmentation sensible des investissements de cette branche.

Au total, en 1982, l'investissement des SQS-EI pourrait retrouver son niveau moyen de 1981.

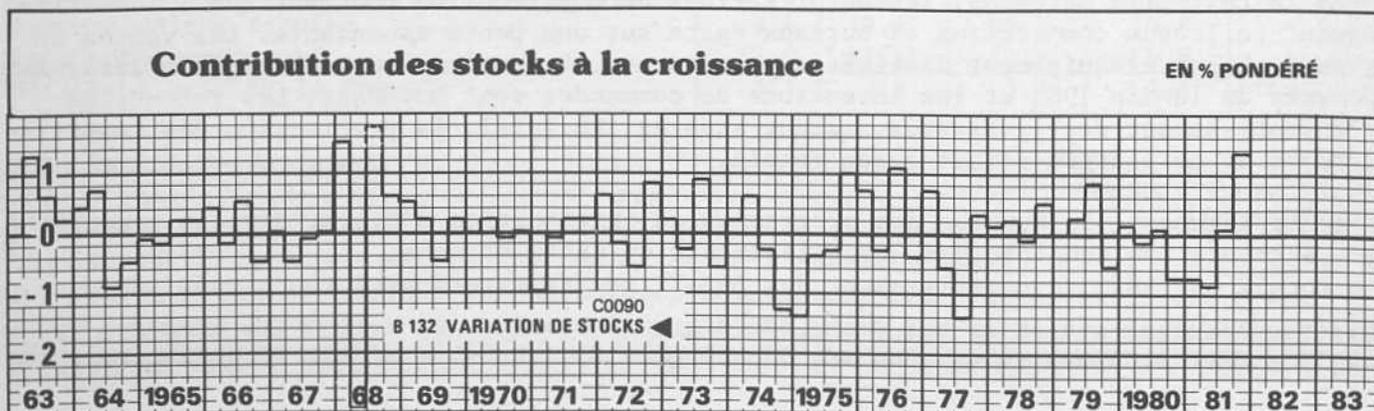


GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier vert, page 45. Source : comptes trimestriels. Les trois graphiques choisis pour le présent cahier ocre sont relatifs à l'ensemble des biens et services. Ils donnent une idée de la situation et du rôle amplificateur des stocks dans la conjoncture du moment. Le ratio Niveau des stocks/Total des emplois finals hors stocks mesure le nombre de trimestres de demande hors stocks détenu par les entreprises. Selon les niveaux plus ou moins élevés de ce ratio on y voit, en première approximation, une attitude plus ou moins réservée des entreprises pour suivre en production la demande hors stocks.

COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

#### COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier vert, page 48. L'indicateur ci-dessous précise le rôle des stocks dans la conjoncture en regard de celui de la demande finale. Il s'agit de la contribution des stocks à la croissance de l'offre (offre = PIB + importations). La variation de stocks figurant en tête de cette page (série B 115) est exprimée ici en % pondéré (pondération selon son poids dans l'ensemble de l'offre — ou de la demande finale).



Le niveau relativement élevé de la formation de stocks au début de 1982 contraste avec la faiblesse des autres composantes de la demande. Pour l'ensemble de l'industrie manufacturière, la constitution de stocks, qui s'était fortement ralentie dans les trois premiers trimestres de 1981, s'est redressée au quatrième trimestre et s'est maintenue début 1982. La reconstitution des stocks a surtout concerné les biens intermédiaires et les biens de consommation. Les biens intermédiaires semblent être détenus, sous forme de stocks amont de produits demi finis par les producteurs de biens intermédiaires et surtout de biens de consommation. Une partie importante de ces produits demi finis aurait transité par les grossistes de biens intermédiaires qui ont signalé une croissance importante de leurs ventes. Les biens de consommation seraient stockés pour partie chez les producteurs de biens de consommation et pour partie dans le commerce de détail.

Fin 1981 et début 1982, le mouvement de stockage a accompagné un recul de la demande hors stocks (- 0.3 % pour l'ensemble des produits sur l'ensemble des deux trimestres, dont - 2.8 % pour les produits manufacturés). Les stocks ont donc joué un rôle important de soutien de l'activité, en contribuant à la croissance pour 2 % pour le PIB. Face à cette évolution récente des stocks et de la demande, on peut craindre qu'il n'y ait eu une forte part de stockage involontaire, dû à des anticipations de demande trop optimistes, alors que les trésoreries s'amélioreraient (certes lentement).

Aussi faut-il rapprocher la rapide reconstitution des stocks des opinions exprimées dans les enquêtes. Au niveau de l'industrie on constate une stabilisation de ces opinions à un niveau moyen, atteint dès la fin de l'année 1981.

Dans le commerce, les stocks, jugés plutôt excessifs chez les grossistes et plutôt insuffisants chez les détaillants, ne semblent pas au total très éloignés du niveau désiré.

L'évolution des opinions sur stocks formulées par les chefs d'entreprise semble donc signifier que les variations de stocks enregistrées ne sont pas perçues comme anormales. L'amélioration des opinions marque certes un point d'arrêt, mais il ne semble pas que le stockage ait été en grande partie subi.

Dans ces conditions cependant, alors que la progression de la demande reste faible, il semble que l'essentiel de la contribution des stocks à la croissance pour l'année 1982 soit déjà acquis. Au deuxième trimestre 1982, la faiblesse de la progression de la demande et le niveau relativement élevé des stocks eu égard à cette faible demande devraient provoquer une légère contraction de la formation des stocks. Sur les derniers mois de l'année, une formation de stocks lentement croissante accompagnerait une croissance plus assurée accompagnée d'une légère détente des trésoreries. Ainsi les stocks, qui représentent l'autre composante de la demande des entreprises, auraient eu une évolution assez semblable à celle de l'investissement.

En moyenne sur l'ensemble de l'année 1982, la contribution positive des stocks serait l'équivalent d'environ 0.7 % du PIB. On peut s'étonner de la faiblesse de ce chiffre comparée à la contribution négative de l'ordre de 2 % qu'avait apporté l'évolution des stocks en 1981. Mais d'une part la reprise dans laquelle nous nous trouvons est visiblement freinée par différents facteurs et il serait excessivement optimiste de lui attribuer une formation rapide de stocks, d'autre part et surtout la contraction de formation de stocks de l'année 1981 venait elle-même en compensation d'un surstockage (lié à des anticipations de prix) en 1979 et en 1980.

### 3. La situation financière des entreprises

L'état des situations financières des entreprises s'est particulièrement dégradé au quatrième trimestre 1981. Le profil de l'épargne brute des SQS, tel que le dégagent les comptes trimestriels, marque alors un nouveau repli ; tandis que les entreprises, après avoir déstocké les trois trimestres précédents, engagent une constitution de stocks importante et accentuent légèrement leur courant d'investissement. Le besoin de financement des entreprises s'est fortement accru (46.7 milliards contre 31 milliards, en moyenne, au cours des trois trimestres précédents), aussi ont-elles été conduites à puiser dans leurs liquidités et à renforcer leur recours aux crédits. Les liquidités détenues par les sociétés ont baissé de 2.7 % sur le dernier trimestre de 1981 alors

qu'elles s'accroissaient vivement depuis le début de l'année, comme d'habitude en phase de déstockage (1). Le ratio liquidités des sociétés/charges (2) qui avait retrouvé au troisième trimestre son haut niveau de 1979 revient en fin d'année au niveau du premier semestre 1977. Le développement du crédit (3.8 % durant le quatrième trimestre) s'est vivement, mais uniquement, renforcé pour les crédits d'exploitation (trésorerie et exportation). Le fait que les divers indicateurs concordent pour indiquer une contrainte modérée de l'encadrement du crédit expliquerait que, dans leurs réponses aux enquêtes, les chefs d'entreprise aient signalé une détente de leurs difficultés de trésorerie.

Sociétés (1)	1979	1980	1981				1982			
			1	2	3	4	1	2	3	4
Besoins de financement (milliards)	86,7	141,-	35,9	27,9	29,2	46,7	45,1	39,5	39,9	41,4
Taux d'auto-financement (2) .....	71,7	60,4	47,2	54,-	52,7	48,4	52,9	57,4	57,9	58,9

(1) Source : comptes nationaux trimestriels  
(2) épargne des SQS/FBCF des SQS.

Il est probable que les besoins de financement se sont un peu atténués au 1er trimestre l'amélioration de l'épargne brute permettant de financer une part accrue de la formation de capital dont la composante stocks reste importante ; le taux d'autofinancement passe de 48 % à 53 %. Les statistiques détaillées de liquidités et de crédits ne sont pas disponibles actuellement ; toutefois si l'on tient compte des comportements habituels la faiblesse du ratio liquidités/charges observé fin 1981 laisse supposer que les entreprises n'ont pas été en mesure de prélever sur leurs liquidités, contrairement au quatrième trimestre, pour financer des stocks et qu'elles ont dû recourir largement au crédit. Il en résulterait les tensions notées dans le domaine de l'encadrement du crédit. Pourtant l'enquête dans l'industrie réalisée en mars indique une lente poursuite du repli des difficultés de trésorerie, lesquelles se situent tout de même encore à un niveau supérieur à celui de 1977. Cette évolution d'ensemble recouvre des situations contrastées puisque les trésoreries ne s'améliorent pas dans les secteurs des biens d'équipement et des biens intermédiaires et que le mieux observé pour le secteur des biens de consommation est principalement localisé dans l'automobile. Les trésoreries du commerce continuent de se détendre.

Le besoin de financement devrait de nouveau s'abaisser au deuxième trimestre puis se stabiliser jusqu'à la fin de l'année. La prévision associée à la présente note de conjoncture d'un renforcement des dépenses d'investissement mais d'un accroissement des charges de stocks moindre qu'en fin 1981-début 1982, joint à un développement de l'épargne des entreprises aboutit à un taux d'autofinancement avoisinant 58 % à partir du deuxième trimestre, soit le taux qui prévalait au premier semestre 1980. Un bilan des sources de financement externes, construction toujours très fragile, ne met pas de fortes tensions en évidence si l'on suppose que les ressources sous forme d'obligations, d'actions et de participations (quelles que soient les modalités : prêts participatifs, dotations de l'Etat ou du secteur bancaire) s'inscrivent sur la tendance de l'apport du marché financier en 1980-81 ; que le courant d'emprunts en devises à l'étranger se maintient ; et que la croissance du crédit se poursuit au rythme de 12,5 % - 13 % qui paraît compatible avec le dispositif de contrôle du crédit et avec les mesures d'aides à l'investissement (cf. § contexte monétaire). Compte tenu d'une croissance de la valeur ajoutée plus soutenue qu'en 1980-81, cette évolution marquerait un repli du ratio d'endettement des entreprises après la phase de hausse amorcée en 1980.

(1) La modification de la réglementation des comptes à terme, en septembre, a sans doute eu pour effet d'amplifier les mouvements de liquidités.

(2) charges = valeur ajoutée brute - épargne brute.

### 1. La compétitivité

Depuis la fin de l'année 1980, la compétitivité de l'industrie française s'améliore tant sur le marché intérieur que sur les marchés extérieurs (1): de la mi 1980 à la fin 1981, l'indicateur relatif aux marchés extérieurs gagne 8 % par rapport au niveau satisfaisant qu'il conservait depuis plusieurs années.

Sur la même période, l'indicateur de compétitivité sur le marché interne ne s'améliore que de 3 points : la compétitivité interne reste donc dégradée (cf. graphique). Malgré la dépréciation du franc à la fin de 1981, la compétitivité interne baisse nouveau au quatrième trimestre 1981, les exportateurs européens ayant fait d'importants efforts de marges sur le marché français.

Cette amélioration de la compétitivité a trois causes. D'une part le décalage conjoncturel entre la France et ses principaux partenaires donne à la France un avantage de productivité permettant temporairement de rendre la croissance des coûts unitaires français inférieure à celle des coûts étrangers. D'autre part la dépréciation du franc amplifie ce phénomène. Enfin le mouvement de marges traditionnel dans de telles situations n'ampute que partiellement l'effet favorable sur les coûts.

#### Les coûts français et étrangers

Entre 1978 et 1980 les coûts salariaux unitaires français ont augmenté beaucoup plus rapidement que les coûts étrangers provoquant une dégradation continue du coût relatif. Début 1981, l'écart entre coûts français et coûts étrangers était de 13 points supérieur à son niveau de 1978 (cf. graphique courbe — ).

En 1981, le décalage conjoncturel en faveur de la France observé au deuxième trimestre semble se poursuivre, bien qu'avec une ampleur bien moindre, au deuxième semestre (2). Il provoque une amélioration du coût relatif au profit de la France sur l'ensemble de l'année 1981 et en tout cas un arrêt, certes temporaire, de la dégradation.

#### L'effet de la dépréciation du franc

Après une période de stabilité du franc correspondant à la phase de dégradation accélérée des coûts relatifs en monnaies nationales, le franc se déprécie de 13 % de l'automne 1980 à la fin 1981 : entre 1978 et la fin de 1981, la dépréciation du franc aura complètement compensé le différentiel de coûts entre la France et l'étranger accumulé sur ces quatre années (courbe — du graphique).

#### L'effet des marges (voir \* page 43)

Si les marges avaient évolué de façon similaire en France chez les concurrents la compétitivité se serait améliorée comme les coûts relatifs exprimés en francs.

Or, de la fin 1980 à la fin 1981, pour un gain de 11 % sur les coûts relatifs en francs, les gains de compétitivité n'ont été que de 8 % sur les marchés extérieurs et de 3 % sur le marché intérieur (cf. graphique). Les marges françaises ont donc évolué plus favorablement que les marges étrangères sur le marché intérieur comme sur les marchés extérieurs.

Reste à expliquer pourquoi les gains de compétitivité sont plus importants sur les marchés extérieurs que sur le marché français. Certes, le concurrent américain dont la monnaie s'est le plus appréciée est moins présent sur le marché français que sur les

(1) Compétitivité sur le marché intérieur = prix importations/prix production  
Compétitivité sur les marchés extérieurs = prix des concurrents/prix d'exportation français.

(2) On ne dispose par encore des données concernant le quatrième trimestre et même le troisième trimestre pour certains pays concurrents.



QUATRE SÉRIES CHOISIES DANS TENDANCES, cahier vert, page 23. Les indicateurs de compétitivité retenus ici concernent l'ensemble des produits manufacturés. La compétitivité sur le marché intérieur est mesurée par le rapport du prix des importations au prix de la production nationale. Pour le marché extérieur, l'indicateur de compétitivité est le rapport des prix des concurrents (exprimés ici en francs) au prix de nos exportations. Les coûts salariaux relatifs (France par rapport à ses concurrents) doivent être introduits dans le prochain cahier vert de TENDANCES.

COMMENTAIRE EN PAGE 41/PAGE 42

COMMENTAIRE EN PAGE 41/PAGE 42

GRAPHIQUES de TENDANCES, cahier bleu, page 7. Source : INSEE, service de la conjoncture. Ce graphique fait apparaître l'écart observé entre le glissement sur douze mois de l'indice des prix à la consommation en France (ensemble des 295 postes, chiffres bruts) et le glissement d'un indice synthétique brut des prix de nos six principaux partenaires commerciaux (prix des six non corrigés des taux de change). VOIR AUSSI : les glissements annuels des indices pour chacun des grands pays («Tendances», cahier vert, page 10). Voir aussi les indices des prix de nos six principaux partenaires corrigés des parités avec le franc : cahier bleu, page 6, pour l'indice synthétique ; cahier vert page 11 pour les indices corrigés des taux de change de chaque pays.



marchés extérieurs ; mais c'est surtout l'évolution relative des marges françaises et étrangères qui explique cette dissymétrie : en effet alors que la France procède à une reconstitution de ses marges à peu près équivalente sur le marché intérieur et sur les marchés extérieurs, les concurrents modèrent plus particulièrement l'évolution de leurs marges sur le marché français.

#### La compétitivité vis-à-vis de l'Europe

Les gains de compétitivité sont plus faibles vis-à-vis des concurrents européens (de la fin 1980 à la fin 1981, 5 % sur les marchés extérieurs, 2 % sur le marché intérieur, contre on l'a vu 8 % et 3 % pour l'ensemble de nos concurrents).

En effet la dépréciation du franc vis-à-vis des monnaies du SME a été beaucoup moins importante (2 % de la fin 1980 à la fin 1981) que vis-à-vis de l'ensemble des monnaies (12 %) ; aussi les coûts relatifs en francs ne se sont améliorés que de 3 % sur la même période.

Sur la période allant de la fin 1980 à la fin 1981, la compétitivité française vis-à-vis des européens sur le marché français ne s'est améliorée que de 2 %, l'évolution relative des marges ayant amputé de 1 point les gains que l'on pouvait attendre de la réduction de 3 points de l'écart des coûts. En revanche un effort de marges important des exportateurs français a permis d'améliorer de près de 6 % la compétitivité française sur le marché européen.

Les raisons de l'amélioration de la compétitivité française ne sont pas durables. Aussi dans les prochains mois, l'écart à nouveau croissant et sans doute fortement croissant entre coût français et étranger devrait conduire à une nouvelle dégradation de la compétitivité française.

En l'absence de mouvement de parité, elle ne pourrait être différée que par une compression des marges.

#### **2. Les parts de marchés extérieurs et les exportations industrielles**

Entre l'automne 1980 et la fin de 1981, les exportations françaises gagnent 4 % sur la demande étrangère. Mais le point de référence est bas et les gains ne sont pas à la hauteur de ce que pouvait suggérer l'amélioration de 8 % de l'indicateur de compétitivité sur cette période. Ainsi il paraît probable que l'appréciation du dollar n'aura pas permis à la France d'améliorer sensiblement sa position sur les marchés extérieurs. Depuis la fin 1981, la demande mondiale, telle qu'elle est actuellement chiffrée semble évoluer sensiblement plus favorablement que les exportations françaises surtout pour

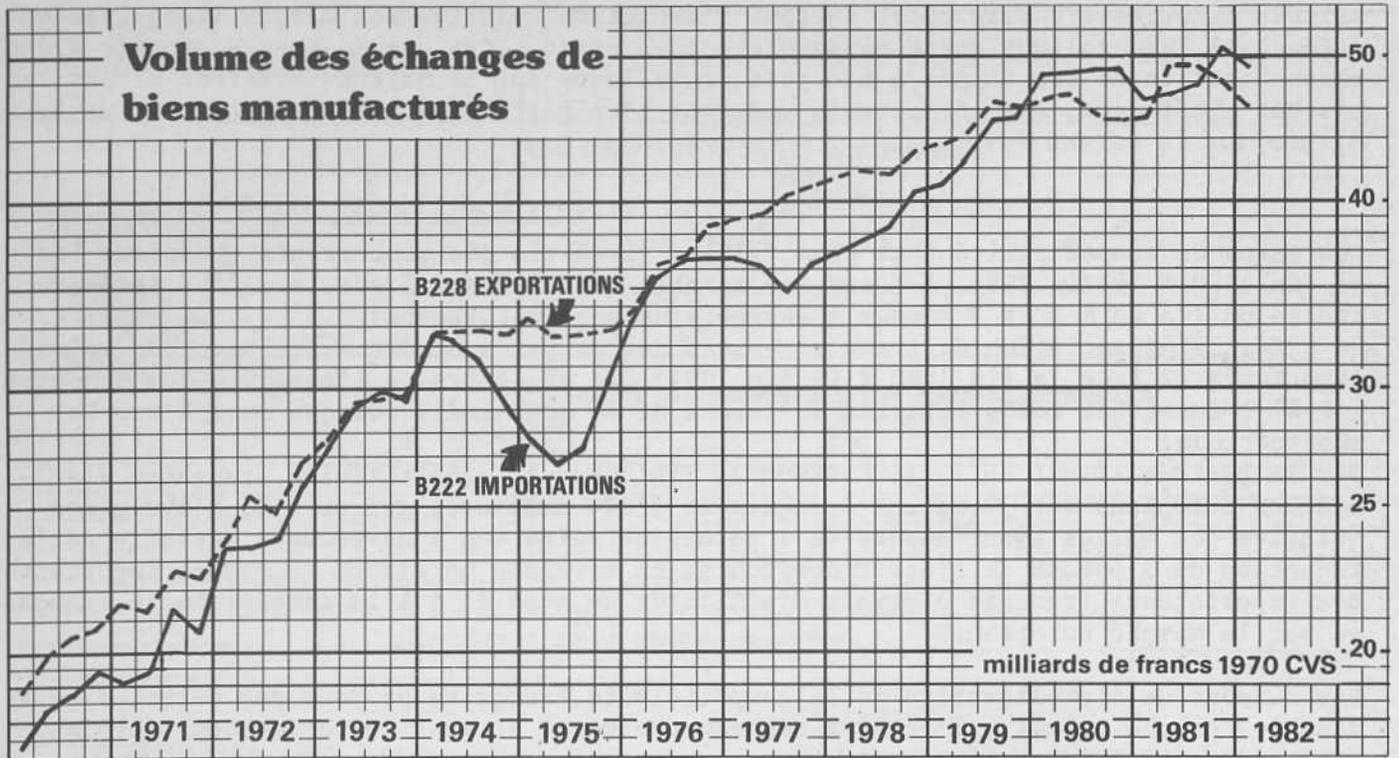
les pays en voie de développement et pour l'OPEP. Mais il est sans doute trop tôt pour renoncer à voir se traduire au niveau des exportations les récents gains de compétitivité vis-à-vis de l'Europe qu'a entraîné depuis l'automne 1980 la dépréciation du franc de 5,7% vis-à-vis des monnaies européennes (9,8% vis-à-vis du mark). C'est pourquoi nous faisons l'hypothèse que les pertes de parts de marchés observées fin 1981 début 1982 seront compensées dans les prochains mois.

Il est enfin possible que cette récente perte de parts de marchés provienne d'un ralentissement plus ample que celui que nous avons retenu de la demande des pays de l'OPEP et des pays en voie de développement en début d'année. On sait en effet que les achats de ces pays ont continué à fléchir au début de l'année 1982, mais on ignore encore l'ampleur du mouvement.

Les gains de parts de marchés ont été réalisés de l'automne 1980 à la mi 1981 alors que la demande était assez soutenue. A partir de l'automne 1981, la demande étrangère baisse et la France perd une partie des avantages acquis en matière de parts de marché. Aussi les exportations françaises présentent un profil fortement ascendant jusqu'à la mi 1981 puis plafonnent et déclinent dès le quatrième trimestre 1981. Sur le quatrième

---

(\*) Il s'agit de marges mesurant l'écart entre coût salarial unitaire et prix de production. Leur évolution ne tient donc pas compte de la hausse des coûts des consommations intermédiaires. Néanmoins comme la plupart des pays ont dû subir cette hausse, l'évolution relative des marges françaises et étrangères mesurées ainsi doit rendre compte de celle que l'on observerait à partir des coûts intégrant les consommations intermédiaires.

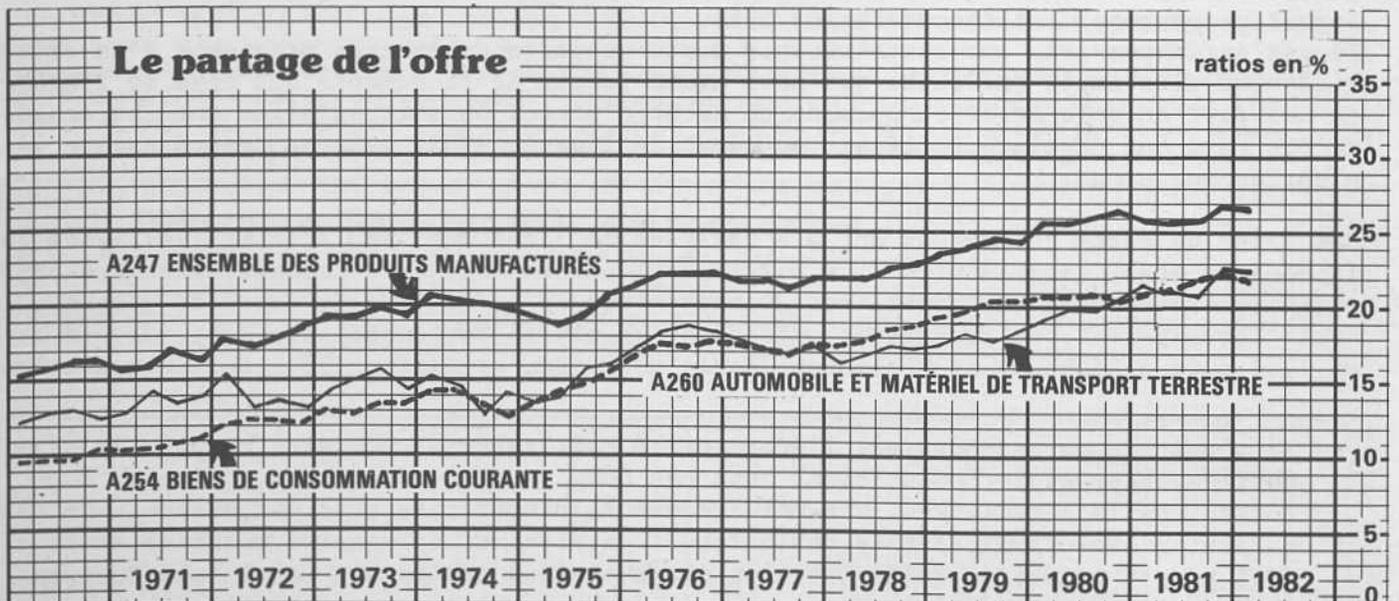


DEUX SÉRIES CHOISIES DANS TENDANCES, cahier vert, où elles figurent avec les autres ressources en biens manufacturés (page 56 pour les importations) et les autres emplois de ces mêmes produits (page 58 pour les exportations). Source : comptes trimestriels.

COMMENTAIRE EN PAGE 42/PAGE 44

COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

TROIS SÉRIES CHOISIES DANS TENDANCES, cahier vert. Elles y figurent, pages 24 et 25, avec d'autres ratios relatifs à la pénétration étrangère. Ici, le partage de l'offre est le rapport des importations à l'ensemble de cette offre, autrement dit le total : production + importations des biens manufacturés désignés dans le graphique. Sources : comptes trimestriels.



trimestre 1981 et le premier trimestre 1982, la chute des ventes à l'étranger atteint plus de 5 % et touche pratiquement tous les biens. Elle est particulièrement forte dans l'automobile et le matériel de transport où elle frôle les 10 % en deux trimestres. Dans les biens d'équipement professionnel, la baisse qui date du troisième trimestre 1981 dépasse 8 %. Il est vrai qu'elle fait suite à une poussée spectaculaire des ventes de biens d'équipement de 14 % au deuxième trimestre 1981.

L'évolution des exportations dans les prochains mois est une des incertitudes majeures qui affectent l'économie française. Nous faisons l'hypothèse très favorable que les ventes françaises retrouveront dès à présent un rythme de croissance de l'ordre de 2 à 3 % par trimestre; avec la demande mondiale actuellement retenue un tel redressement des ventes françaises est nécessaire au seul maintien des parts de marchés de la France sur les années 1981-1982 ; sur ces deux années les exportations françaises auront progressé comme la demande mondiale d'environ 5 %. Les informations fournies par les dernières enquêtes de conjoncture ne font cependant pas apparaître ce redressement des ventes dans les prochains mois.

### 3. La demande totale

Au deuxième trimestre 1981 poussée par une croissance de la consommation de 1,5 % et par des exportations de 7,5 %, la demande de produits industriels reprend malgré la baisse de l'investissement et malgré la poursuite de l'apurement des stocks. Dès le troisième trimestre 1981 et jusqu'au premier trimestre 1982 les exportations cessent d'apporter leur concours : la croissance toujours soutenue de la consommation ne suffit pas à poursuivre la reprise de la demande hors stocks qui s'essouffle : la demande hors stocks semble au premier trimestre 1982 très voisine de celle de la mi 1981. La reconstitution des stocks au quatrième trimestre 1981 a toutefois permis de soutenir la croissance de la demande totale jusqu'à la fin de 1981.

Une fois passé le deuxième trimestre qui devrait rester bas, (consommation ralentie pour des raisons déjà évoquées), la demande industrielle hors stocks, soutenue par une demande extérieure et un investissement plus actifs devrait retrouver une croissance modérée. L'évolution des stocks accompagnerait cette reprise de la demande hors stocks : la demande totale stabilisée depuis le début de 1982 reprendrait elle aussi au second semestre une progression modérée.

	1981				81	1982			
	1	2	3	4		1	2	3	4
Demande hors stocks de produits industriels .....	-0,5	2,3	0,3	-		-0,3	0,7	1,1	1,5
Demande totale de produits industriels .....	-1,0	1,6	0,6	1,3		-0,3	-	1,1	1,8
Demande totale tous produits .....	-0,9	1,3	0,3	1,5		-0,3	0,2	1,1	1,4

Sur la deuxième moitié de l'année 1982 la demande non industrielle qui a connu sur le passé récent le même ralentissement que la demande industrielle, augmenterait à nouveau. Cette reprise serait liée à celle de la FBCF des ménages et des administrations publiques. Jouerons à la baisse, la chute de la consommation de services de santé des ménages au deuxième trimestre 1982 et l'évolution beaucoup moins favorable qu'en 1981 des exportations agricoles et des exportations de services.

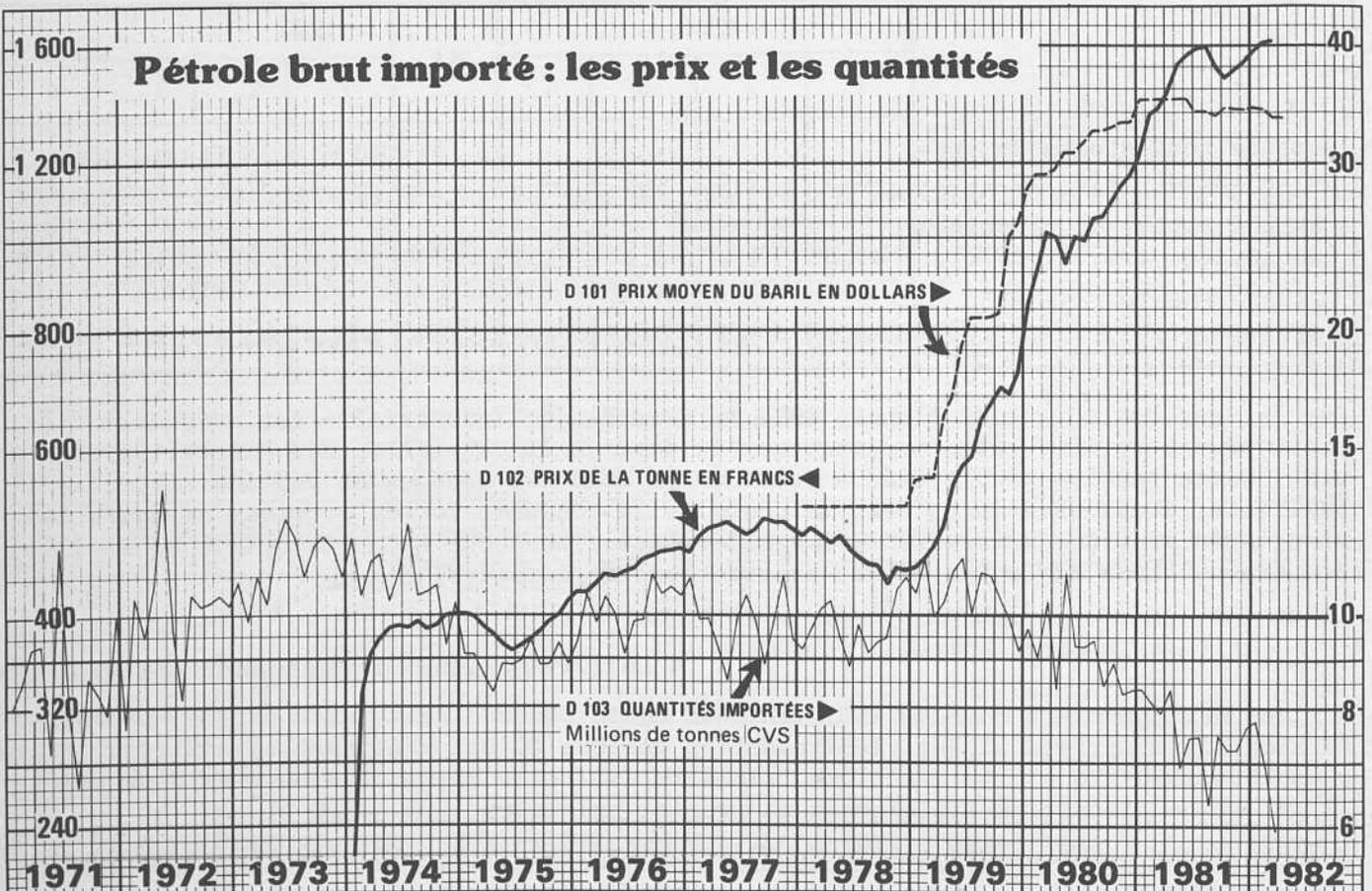
### 4. Le taux de pénétration et les importations industrielles

Sur les neuf premiers mois de 1981, la part de la demande satisfaite par des produits étrangers s'était stabilisée, légèrement en dessous de son très haut niveau du quatrième trimestre 1980 (26 %). Au quatrième trimestre 1981 elle augmente à nouveau d'un point (27 %) et ne fléchit que faiblement au premier trimestre 1982 (26,8 %).

Tout en étant préoccupante, cette évolution s'explique bien. En effet les deux détermi-

**COMMENTAIRE EN PAGE 49**

GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier bleu, page 58. Voir aussi d'autres données sur le pétrole et l'énergie en cahier vert, pages 9, 21 et 31.



nants principaux du partage de l'offre sont la compétitivité et l'intensité de l'investissement (investissement et stocks) : la pénétration étrangère recule lorsque la compétitivité s'améliore sauf dans les périodes de fort investissement ou de fort stockage. C'est ainsi qu'à partir du quatrième trimestre 1981, les effets de la toute récente dégradation de la compétitivité s'ajoutent à un fort mouvement de stockage pour dégrader le partage de l'offre.

La nouvelle poussée de la pénétration étrangère à partir de la fin de 1981 concerne essentiellement les biens intermédiaires (26.5 % au premier trimestre 1981 contre 24.8 % au troisième trimestre 1981), les biens de consommation courante et l'automobile. Pour les biens de consommation, la dégradation date d'ailleurs du début de l'année 1981 (22.5 % au premier trimestre 1982 contre 21 au début de l'année 1981). Quant à l'automobile la très forte baisse de la pénétration étrangère au premier semestre 1981 a été plus que compensée par une brutale remontée depuis (23 % au premier trimestre 1982 pour 20 % fin 1980). L'évolution des stocks et la dégradation de la compétitivité dans le secteur des biens intermédiaires et des biens de consommation à partir du quatrième trimestre 1981 expliquent cette évolution. Dans l'automobile au contraire, la compétitivité s'est à peu près maintenue sur la période récente, mais elle n'avait pas cessé de se dégrader depuis le début de 1978 ; depuis cette date le prix français à la production a crû 8 % plus rapidement que le prix des importations.

Dans les prochains mois, la tendance à la dégradation de la compétitivité devrait lentement favoriser la pénétration étrangère. Mais les stocks étant assez lourds, surtout dans le secteur des biens de consommation et des biens intermédiaires, leur faible variation sur les neuf derniers mois de 1982 considéré dans leur ensemble, devrait modérer la dégradation d'ici à la fin de l'année ; le taux de pénétration des produits manufacturés étrangers ne devrait pas augmenter sensiblement sauf au dernier trimestre 1982 lorsque l'investissement donnera quelques signes de reprise. La part des produits étrangers dans l'offre ne devrait guère dépasser 27 % à la fin de l'année 1982.

L'évolution du taux de pénétration depuis le printemps 1981 exprime que les importations ont amplifié le mouvement de reprise de la demande : sur les neuf derniers mois de 1981, les importations de produits manufacturés ont progressé de 8.1 % (5.3 % au quatrième trimestre) pour une augmentation de la demande de 3.5 %. Sur cette même période, les importations de biens intermédiaires et de biens de consommation progressent de plus de 9 % sous l'effet d'une assez bonne reprise de la demande pour ces produits (entre 3 et 4 %) et comme on vient de le voir d'une forte dégradation du partage du marché intérieur ; la progression des importations d'automobiles et de matériel de transport (+5.6%) sur la même période s'accompagne d'une stagnation de la demande et ne traduit que la forte progression de la pénétration des véhicules étrangers. Au premier trimestre 1982 alors que la demande plafonne dans un contexte de compétitivité qui commence à se dégrader, les importations de produits manufacturés baissent de 2,5 %. Cette baisse ne provient que du fort repli des achats de biens d'équipement (- 7.2 %) ; les achats de biens intermédiaires et de véhicules augmentent encore faiblement (de l'ordre de 0.2 %) ; les importations de biens de consommation courante ne progressent plus ; elles se situent ainsi 13,3 % au dessus de leur point bas de la fin 1980.

En moyenne pour l'année 1981 par rapport à 1980, les importations couvrent 50 % de l'augmentation de la consommation de produits manufacturés en volume, alors qu'elles n'en couvrent globalement que 25 % en 1981.

Les appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image, les voitures particulières, les meubles, la bonneterie, les articles en cuir et les chaussures sont les causes essentielles de cette évolution, qui avait également caractérisé 1976 par rapport à 1975.

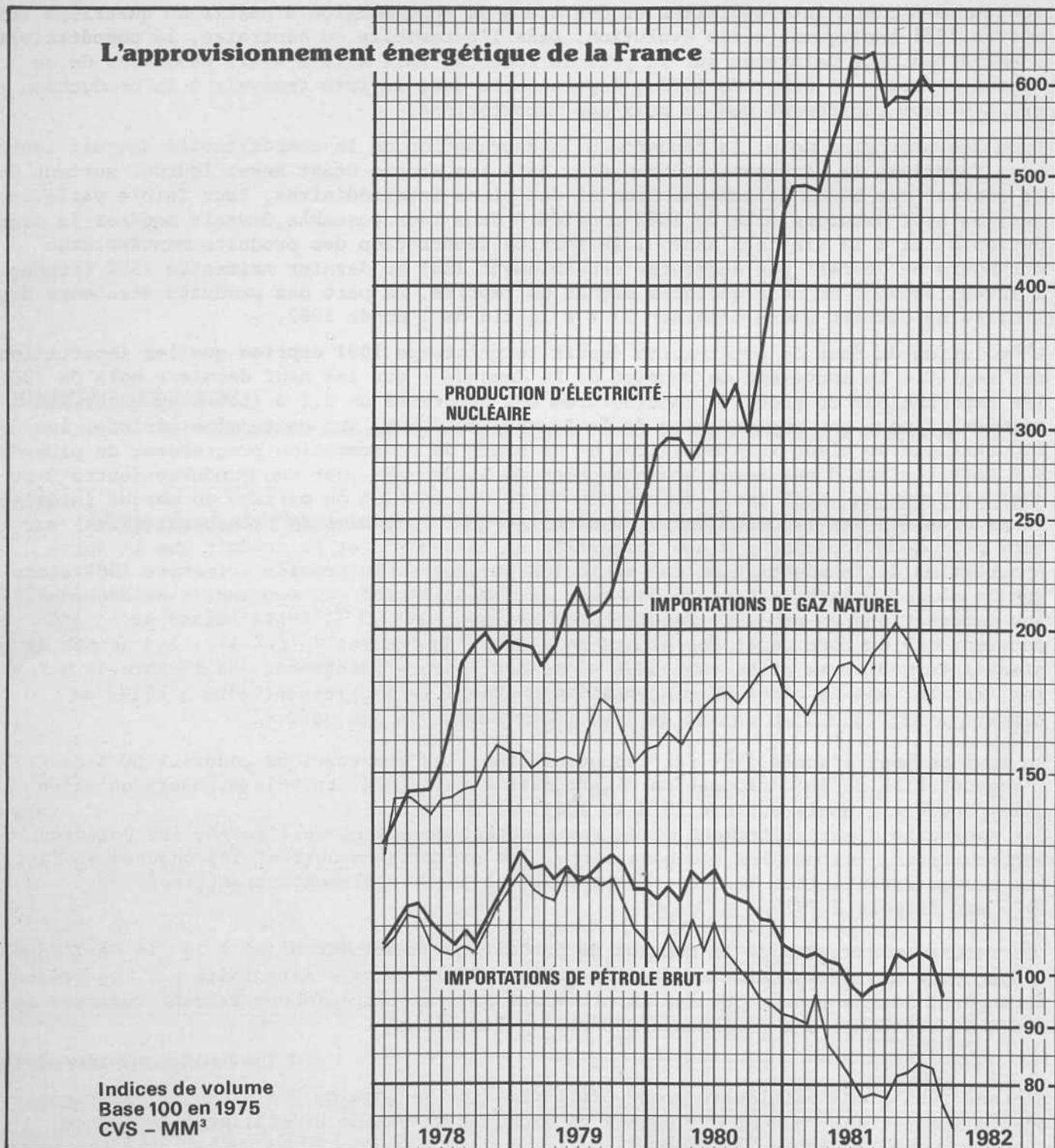
La faible progression de la demande de produits manufacturés d'ici à la fin de l'année conjuguée à une dégradation modérée de la part de la demande satisfaite par les produits étrangers, laisse penser que les importations pourraient plafonner pendant quelques mois avant de reprendre une croissance modérée en fin d'année.

## 5. Les échanges agro-alimentaires

L'année 1981 a été particulièrement brillante dans le domaine des échanges extérieurs agro-alimentaires. Ceux-ci ont dégagé un excédent annuel de 21 milliards de francs.

## COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

NOUVEAU GRAPHIQUE, réalisé pour cette note de conjoncture. Si vous souhaitez la parution permanente d'un tel graphique dans les cahiers bleu ou vert de la revue TENDANCES, signalez-le à l'INSEE (écrire à M. le Chef du service de la conjoncture).



Ce bon score résulte d'une conjonction de facteurs favorables, haut niveau des disponibilités exportables (céréales, viandes) et remontée du dollar favorisant l'accès aux marchés des pays tiers et un redressement des prix de nos livraisons. Ainsi par exemple, entre 1980 et 1981, nos ventes de céréales aux pays tiers ont progressé de 40 % en volume et 18 % en prix.

Depuis l'automne 1981, nos échanges agro-alimentaires se présentent sous de moins bons auspices. On observe que globalement, le volume des exportations plafonne et que celui des importations, remarquablement plat depuis début 1979, s'est nettement redressé de + 7 % en moyenne au 1er trimestre 1982. Les résultats du 1er trimestre 1982 sont cependant honorables + 4.8 milliards d'excédent mais en retrait de près de 1 milliard sur ceux d'il y a un an.

La baisse des disponibilités exportables, en céréales et en viandes notamment, pourrait conduire à un repli significatif du volume de nos ventes en 1982.

La collecte céréalière 1981-82 sur laquelle reposent nos exportations jusqu'à l'automne est moins abondante que la précédente (- 4.5 % pour le blé, - 13.5 % pour l'orge). En outre, le rythme très souvenu imprimé aux exportations de céréales depuis l'ouverture de la campagne a largement entamé les disponibilités. Au titre de la future campagne on peut mentionner des conditions climatiques favorables mais un léger recul des surfaces ensemencées en céréales d'hiver (- 2 %). En matière de production animale, les résultats des échanges extérieurs obtenus en 1981 (solde négatif ramené à 300 millions) apparaissent exceptionnels : l'augmentation des disponibilités est en effet liée à une intensification des abattages de bovins et à un fort développement des ventes de viandes congelées à destination des pays tiers.

Enfin, la chute des cours mondiaux du sucre (après la flambée de 1980) va fortement dévaloriser nos ventes aux pays tiers qui constituent l'essentiel de nos débouchés (95 % en volume en 1981). Il est probable que, de ce fait, les termes de l'échange du secteur des IAA vont fortement se dégrader.

Une évaluation chiffrée conduit à un solde global positif de l'ordre de 16 à 18 milliards en 1982. Les excédents des échanges agro-alimentaires sur les neuf derniers mois de l'année 1982 seraient donc en recul par rapport à ce qui a été observé au premier trimestre 1982 (de l'ordre de 4 milliards par trimestre au lieu de 4.8 au premier trimestre).

## 6. Les échanges de produits énergétiques

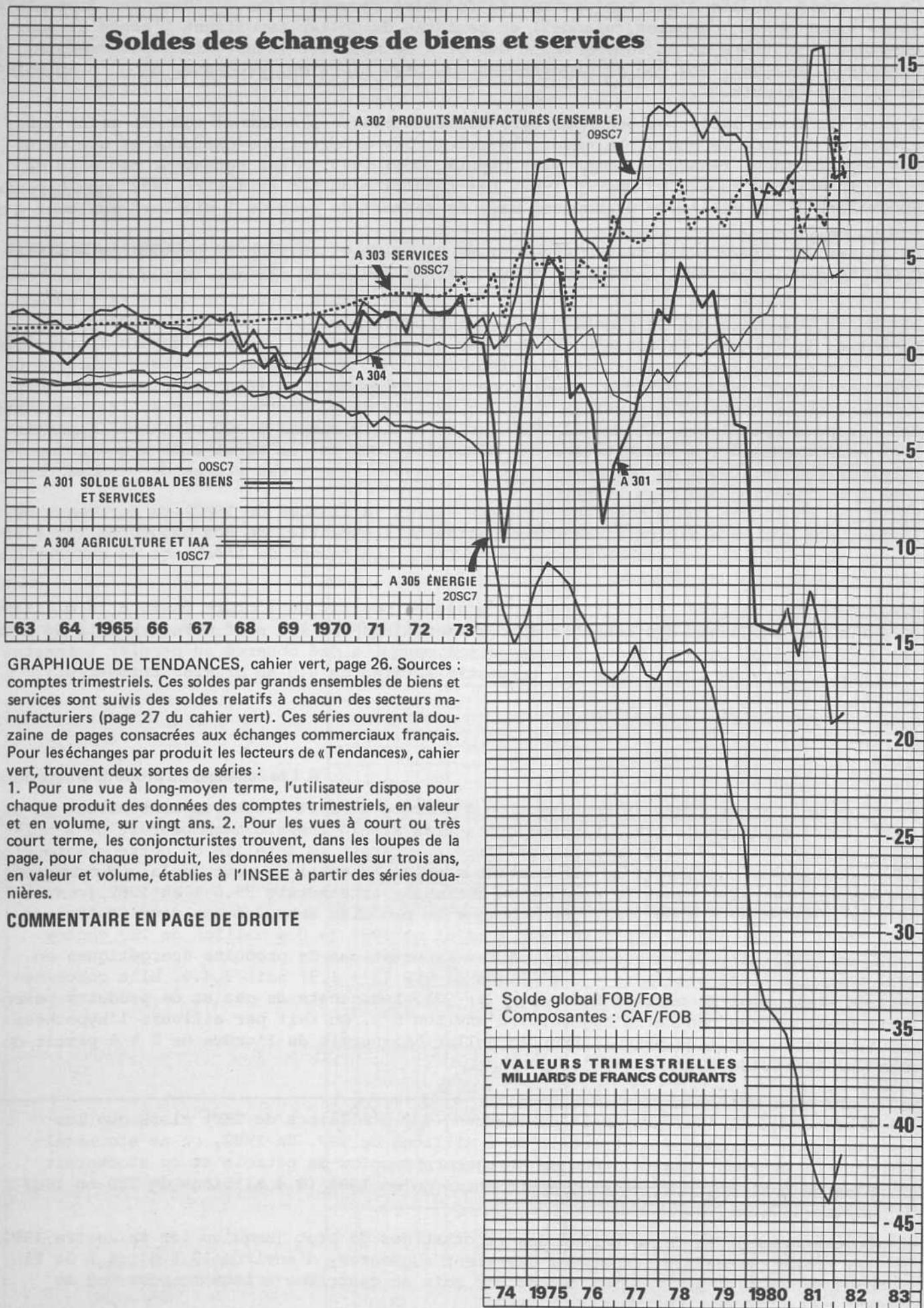
Au cours de l'année 1982, la consommation d'énergie devrait rester au même niveau qu'en 1981 (184.3 millions de TEP). La production française d'énergie augmenterait de 3 millions de TEP soit 4.8 %. L'énergie nucléaire assurerait la totalité de cette progression, la production de charbon et de gaz restant stable. Au total la part de la consommation énergétique satisfaite par la production nationale atteindrait 35.6 % en 1982 (contre 34 % en 1981 et 27.8 % en 1980). Le stockage de produits énergétiques devrait être en 1982 de 1.3 millions de TEP inférieur à celui de 1981 (+ 0.4 million de TEP contre + 1.7 en 1981) (1). La baisse du volume des importations de produits énergétiques en 1982 pourrait ainsi atteindre 4.3 millions de TEP (3 + 1.3) soit 3.4 %. Elle concernerait le charbon et le pétrole brut (- 8 %) (2). Les achats de gaz et de produits pétroliers devraient au contraire augmenter d'environ 5 %. On fait par ailleurs l'hypothèse que le prix du baril de pétrole brut en dollar baisserait de l'ordre de 2 % à partir du deuxième trimestre 1982.

---

(1) Le stockage en 1981 provenait du charbon (+ 2.5 millions de TEP) alors que les stocks de pétrole se contractaient de 2 millions de TEP. En 1982, on ne stockerait plus de charbon ; en revanche on déstockerait moins de pétrole et on stockerait plus de gaz. Au total on stockerait moins qu'en 1981 (0.4 millions de TEP en 1982 contre 1.7 en 1981).

(2) Compte tenu de la forte baisse des importations de brut jusqu'au 1er trimestre 1982, les quantités de brut importées devraient augmenter, d'environ 10 % d'ici à la fin de l'année (7.5 millions de tonnes par mois au quatrième trimestre pour 6.8 au premier trimestre 1981).

## Soldes des échanges de biens et services



GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier vert, page 26. Sources : comptes trimestriels. Ces soldes par grands ensembles de biens et services sont suivis des soldes relatifs à chacun des secteurs manufacturiers (page 27 du cahier vert). Ces séries ouvrent la douzaine de pages consacrées aux échanges commerciaux français. Pour les échanges par produit les lecteurs de «Tendances», cahier vert, trouvent deux sortes de séries :

1. Pour une vue à long-moyen terme, l'utilisateur dispose pour chaque produit des données des comptes trimestriels, en valeur et en volume, sur vingt ans. 2. Pour les vues à court ou très court terme, les conjoncturistes trouvent, dans les loupes de la page, pour chaque produit, les données mensuelles sur trois ans, en valeur et volume, établies à l'INSEE à partir des séries douannières.

COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

Il serait ainsi de l'ordre de 35.5 \$ le baril sur les neuf derniers mois de l'année (1). Ainsi en moyenne sur 1982, le prix du baril

. Le prix de la tonne en francs passerait, du fait de l'appréciation du dollar jusqu'au 1er trimestre 1982 (2) de 1466 F en 1981 à 1595 F en 1982 (+ 8.8%). Pour l'ensemble de l'énergie, la hausse des prix devrait être voisine de celle du pétrole brut. La valeur des importations énergétiques en 1982, en progression de 4 % sur 1981, atteindrait 195 milliards de francs. Le solde énergétique s'élèverait à 170 milliards contre 162 en 1981. Le déficit de 14 milliards de francs par mois en moyenne au premier trimestre 1982 devrait s'accroître au deuxième semestre pour atteindre 14.5 milliards de francs par mois sur les derniers mois de l'année.

## 7. Le solde extérieur

Le solde FOB-FOB des échanges extérieurs de la France est stabilisé depuis l'automne 1981 autour d'un déficit d'environ 6 milliards de francs par mois (9 milliards en solde CAF-FOB). Il est ainsi depuis six mois dégradé de 2 à 3 milliards par rapport aux meilleurs niveaux atteints au premier semestre 1981. Le solde agro-alimentaire, bien que moins favorable depuis la fin 1981 contribue peu à cette évolution; le solde énergétique retrouve au premier trimestre le déficit de 13 à 14 milliards de francs par mois que l'on observait au troisième trimestre 1981. C'est donc l'évolution du solde industriel qui explique celle du solde global; le solde industriel se dégrade en effet d'environ 3 milliards de francs au quatrième trimestre 1981 puis se stabilise sur ce bas niveau au premier trimestre 1982. Le début de la baisse des exportations industrielles alors que les importations s'accroissent explique la dégradation du solde industriel au quatrième trimestre 1981. La stabilisation de ce solde au premier trimestre masque en fait une évolution qui reste défavorable au niveau des volumes mais qui est compensée par des gains de termes de l'échange.

Dans les prochains mois, l'excédent des échanges agro-alimentaires aura tendance à se dégrader d'environ 0,5 milliard par trimestre, le déficit énergétique devrait connaître un alourdissement de l'ordre de 0,5 milliard par trimestre. Quant au solde industriel, le ralentissement des prix étrangers devrait l'améliorer en procurant des gains de termes de l'échange; mais son évolution dépendra surtout de celles du volume des exportations et des importations. Les importations ne devraient pas jouer un rôle trop défavorable du moins jusqu'à l'automne; en revanche, l'évolution du solde industriel dépendra crucialement de celle des exportations. Dans l'hypothèse très favorable où la chute observée sur les six derniers mois se transformerait rapidement en une croissance soutenue, le solde industriel pourrait dès le second trimestre s'améliorer de 4 milliards de francs par trimestre, permettant ainsi une amélioration du solde global de 3 milliards de francs (4-0.5-0.5). Si cette tendance se poursuivait jusqu'à la fin de l'année le déficit global FOB-FOB ne dépasserait pas 70 milliards de francs. En revanche tout retard de trois mois à la reprise de nos exportations aggraverait le déficit d'environ 4 milliards de francs par trimestre.

---

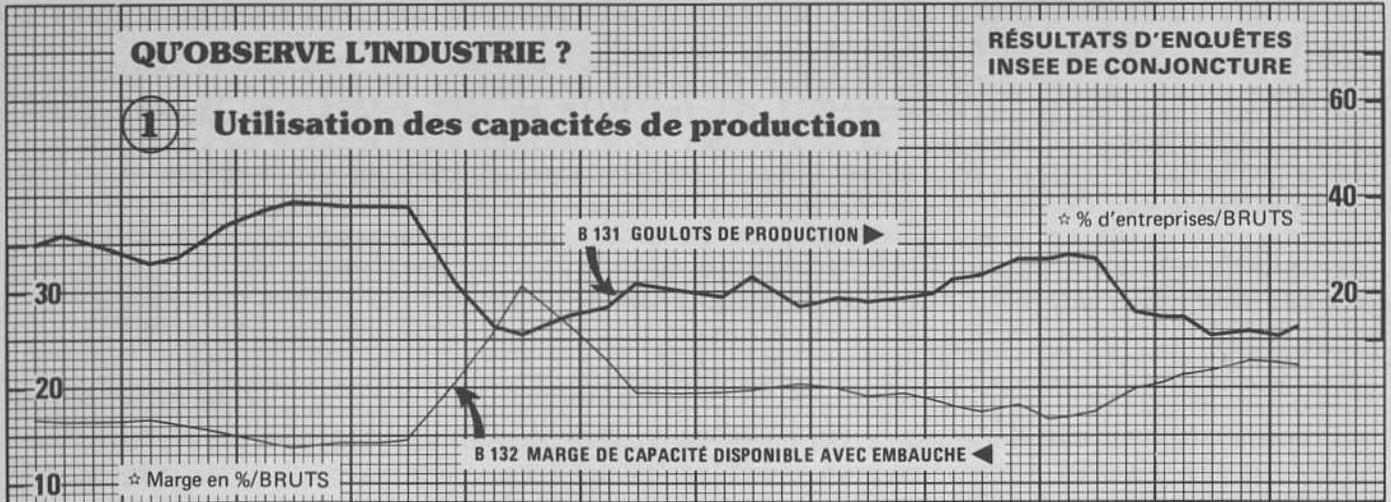
(1) Prix C.A.F.

(2) On suppose que le dollar se maintient pratiquement à 6F à partir du deuxième trimestre 1982.

## QU'OBSERVE L'INDUSTRIE ?

RÉSULTATS D'ENQUÊTES  
INSEE DE CONJONCTURE

### 1 Utilisation des capacités de production



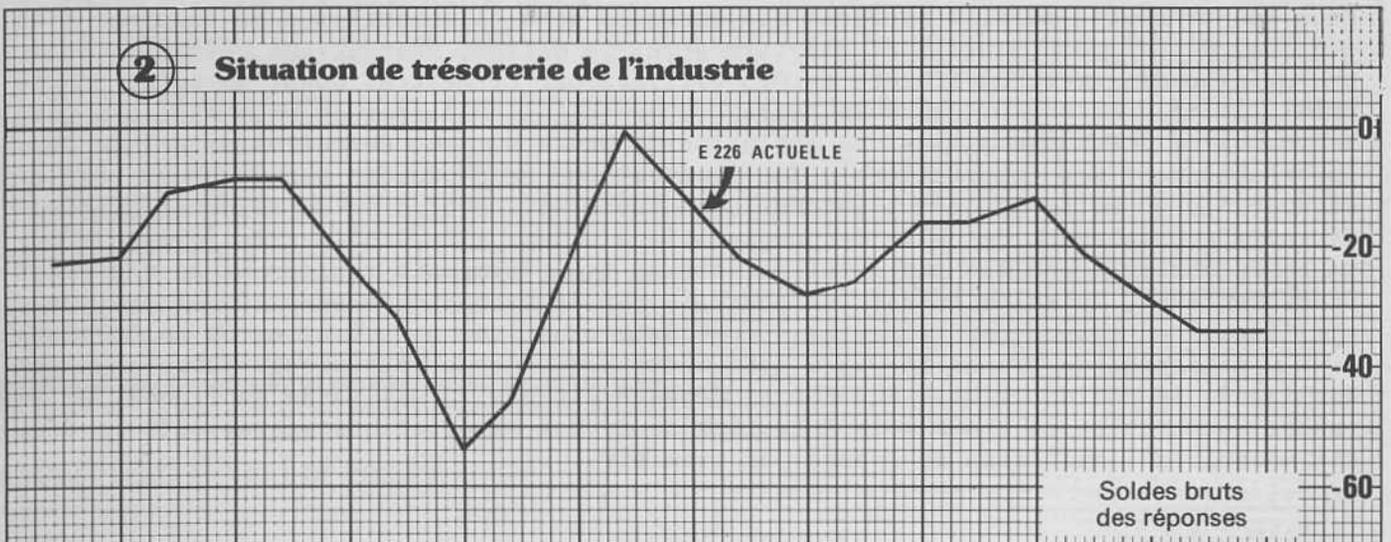
GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier bleu, page 28. Source : INSEE, enquête trimestrielle dans l'industrie. Goulots de production : proportion des entreprises qui, si les commandes augmentaient, seraient empêchées de produire davantage par manque d'équipement, par insuffisance de personnel, ou les deux. Marge de capacité disponible : il est demandé aux industriels, s'ils recevaient davantage de commandes, d'estimer de combien (en %) leur production pourrait augmenter avec le matériel dont ils disposent actuellement, mais en embauchant éventuellement du personnel.

COMMENTAIRE EN PAGE 57

### COMMENTAIRE EN PAGE 39

GRAPHIQUES DE TENDANCES, cahier bleu, page 93. Source : INSEE, enquête sur la situation de trésorerie dans l'industrie. La situation actuelle de trésorerie est un indicateur synthétique résumant le jeu de facteurs conjoncturels (évolution de l'activité économique, des coûts et des prix de vente) et réglementaires (encadrement du crédit). L'opinion sur les résultats d'exploitation est liée au partage de la valeur ajoutée des entreprises industrielles : les résultats sont jugés satisfaisants lorsque, dans cette valeur ajoutée, la part des profits est élevée (profits mesurés par l'excédent brut d'exploitation ou l'épargne brute).

### 2 Situation de trésorerie de l'industrie



### 3 Résultats d'exploitation de l'industrie

